

Micro-tendu du Président de la République lors du déplacement en Haute-Saône depuis une exploitation agricole.

Emmanuel MACRON

Je suis très heureux d'être là avec notre ministre et merci à tous et toutes d'être là et d'avoir pu échanger. D'abord, je veux remercier les exploitants du GAEC qui nous ont accueillis aujourd'hui, et puis on a pu voir l'ensemble des représentants de la profession au niveau du département.

Écoutez, c'était important avec la ministre qu'on soit là, d'abord parce qu'on le sait, notre agriculture traverse une période difficile pour plusieurs raisons. On s'est beaucoup battus ces derniers mois, et la ministre le rappelait tout à l'heure, et je pense que c'est aussi quelque chose à souligner, cette dermatose dont on a tant parlé, qui a fait souffrir quand même beaucoup nos éleveurs, mais qui a fait l'objet aussi d'une très grande mobilisation, et je veux remercier le service de l'État, nos vétérinaires, qui ont beaucoup vacciné. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation bien meilleure, puisqu'en France, depuis maintenant un mois, il n'y a plus de cas de dermatose.

Donc voilà, on est quand même en train... On peut regarder l'avenir différemment, et ce, à quelques semaines du Salon de l'Agriculture, qui est un moment important pour l'agriculture française, pour tous nos compatriotes qui vont dire aussi leur attachement à notre agriculture. Et donc, on était heureux d'être là avec le président du Salon et de défendre aussi et de se mettre dans cette perspective.

Maintenant, on a des difficultés qui demeurent. On a des filières qui sont en difficulté de revenus, de manière très particulière, la viti-viniculture, les grandes cultures. Plusieurs se sont exprimées. On a des régions qui traversent des situations difficiles. Et ce n'est pas parce qu'on est ici que je ne pense pas à l'Occitanie. On a l'idée d'un territoire d'exception, mais c'est très dur en Occitanie ou dans les zones intermédiaires. Et on voit bien, on a des revenus qui stagnent, on a une concurrence internationale qui est désinhibée. La géopolitique qui nous bouscule, avec des menaces de tarifs d'un côté, des limitations de l'autre. Donc, on a un énorme défi agricole.

Au fond, ce qu'on était venu faire avec Madame la ministre, c'était écouter, répondre à plusieurs préoccupations locales. On va, avec Madame la ministre, Monsieur le préfet aussi, apporter des réponses très concrètes. Dire qu'on continue l'urgence avec la mise en œuvre de la loi d'orientation agricole, de la proposition de loi Duplomb, avec des décrets qui sortent aujourd'hui même.

Et puis, je voulais aussi dire à nos agriculteurs qu'on continue la mobilisation et qu'on va se battre dans les semaines, les mois qui viennent, autour de, au fond, 3 grands objectifs, ce que je rappelais tout à l'heure, qui sont pour moi les 3 priorités qu'on doit avoir au niveau de la France, au niveau de l'Europe et dans nos combats internationaux.

Le premier objectif, ça doit être de produire. Ce n'est pas un gros mot, de produire. Et on a besoin de tenir notre production, de produire davantage et de le faire au niveau français et européen. Produire, ça veut dire continuer de simplifier, rendre la vie plus simple à ceux qui produisent. C'est exactement l'objectif des arrêtés qui sont en cours. Ça veut dire défendre cette souveraineté agricole dont on parle. La ministre a lancé ces exercices filière par filière. Savoir nous réorganiser, parce que parfois, il faut aussi davantage transformer sur le territoire national et ça veut dire produire au niveau européen. Et donc, on a notre fameuse politique agricole commune, la PAC, qui fait l'objet de notre mobilisation. On se défend, on s'est défendu. Vous savez qu'on a amélioré déjà la copie à la fin de l'année dernière. On va non seulement se battre pour que cette PAC soit à l'euro l'euro, la même que la PAC précédente, on va se battre pour pouvoir le faire au niveau français, mais on a besoin aussi d'investir. Et ce qu'on va pousser, c'est des objectifs de production au niveau européen, filière par filière. On ne peut pas dépendre. Et ce que je disais pendant le Covid reste vrai aujourd'hui, on ne peut pas déléguer notre alimentation à d'autres.

Le deuxième pilier, ça doit être la préservation. Il y a des différences de sensibilité. On l'a vu encore autour de la table, on le sait. Mais on ne peut pas dire qu'on va produire, qu'on va installer les générations à venir. Parce que, vous le savez, on a la moitié de nos exploitants agricoles qui vont partir à la retraite d'ici 2030, si on ne préserve pas notre eau, nos sols, notre biodiversité. Et il ne faut pas opposer les deux. On a fait beaucoup de choses. L'Europe l'a fait avec *le Green Deal*, la France l'a fait avec beaucoup de choses. Nous, simplement, on veut les mêmes règles pour tous les Européens. Et puis, on a notre stratégie eau. Ce sera dans la loi d'urgence pour simplifier les choses, mais on doit avoir nos ressources en eau qui sont préservées et une culture qui s'adapte à celle-ci, nos agriculteurs qui ont de la visibilité. Et puis, on doit travailler tous ensemble à la préservation de nos sols.

Puis, le troisième pilier, c'est la protection. Et au fond, il faut faire avec notre agriculture exactement ce qu'on a fait ces derniers mois pour notre acier ou pour notre automobile, de la préférence européenne et de la protection. La protection, c'est très simple. Quand on a une règle qu'on impose à nos producteurs, il faut l'imposer à ceux qui viennent et dont on importe les biens. C'est pour ça qu'on s'est opposé, nous, au Mercosur, et c'est pour ça qu'on se bat pour ces fameuses clauses miroirs, et c'est pour ça qu'on se bat pour renforcer les contrôles. La protection, ce n'est pas du protectionnisme. C'est de dire, on veut simplement contrôler ce qui est importé et on veut être sûr que quand on impose des règles à nos producteurs, ce sont les mêmes.

Si on poursuit ces 3 objectifs au niveau français, européen, la production, la préservation et la protection, on a de l'avenir pour notre agriculture et on en a besoin parce qu'au fond, tout ça, c'est ce qui doit nous permettre d'être souverains. L'objectif, la vision que nous portons, c'est celle d'une souveraineté agricole. Donc, partout où on a des dépendances, savoir les corriger. Partout où on a des forces, savoir les maintenir. Voilà.

Journaliste

Est-ce que vous regrettez qu'il n'y ait pas de bovins au Salon de l'Agriculture ? Vous avez évoqué vous-même la DNC, il n'y a pas eu de cas depuis le 2 janvier, un mois, jour pour jour. Quel message vous adressez ?

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas me substituer aux organisateurs du Salon, aux différentes races et autres. Ici, il leur appartient de faire les choses. Je pense que, en tout cas, les conditions sanitaires, maintenant, sont à coup sûr bien plus réunies que quand ces décisions ont été annoncées. Je pense que, moi, je les ai invités à regarder s'il y avait peut-être des flexibilités possibles, mais je crois que c'est aux professionnels et aux organisateurs du Salon de prendre cette décision, ce n'est pas au Président de la République, au Gouvernement de le faire.

En tout cas évidemment, moi, j'y serai comme chaque année, pour défendre notre agriculture, défendre nos agriculteurs partout et défendre ce modèle français et cette capacité aussi du bien manger parce qu'on a, il faut le rappeler, on a l'agriculture sans doute de la plus grande qualité au monde et qui nourrit notre gastronomie sur tous les territoires. Donc moi, je serai là pour défendre l'agriculture, la ruralité et la gastronomie françaises. Mais je pense que, vu la situation sanitaire, ça peut se regarder, mais c'est à eux de le faire.

Journaliste

Monsieur le Président, il y aura bientôt une seconde loi Duplomb déposée au Parlement pour réintroduire certains néonicotinoïdes. Est-ce que vous, vous y êtes favorable ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je pense que c'est des initiatives qui, de toute façon, appartiennent aux parlementaires. Il faut le regarder toujours avec beaucoup de prudence. Le Gouvernement, il y a quelques années, avait porté, vous le savez, des ouvertures comme ça, en 2020-2021, pour nos betteraviers, pour qu'il y ait des règles harmonisées au sein des Européens. Je pense que le Président du Sénat a décidé de soumettre ce texte au Conseil d'État. C'est la bonne approche. Donc, il faut attendre le retour du Conseil d'État et, sur cette base-là, avoir un retour très précis pour voir ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas.

Journaliste

Monsieur le Président, sur le Mercosur. Comment est-ce que la France compte peser pour tenter de s'opposer à l'application provisoire du traité qui est voulue par plusieurs États ?

Emmanuel MACRON

Alors, d'abord, nous, on a pesé dans un premier temps en ayant une minorité de blocage, ce qui nous a permis d'améliorer la copie de la PAC, d'améliorer la situation sur les engrais en obtenant une première baisse sur les tarifs qui étaient prévus, et en obtenant plus de contrôles, le doublement des contrôles dans les ports et les aéroports, et d'obtenir aussi cette fameuse clause de sauvegarde.

Ensuite, il y a eu une deuxième étape. Il y a eu une majorité au Parlement européen qui a décidé de saisir la Cour de justice. Ça, c'est une deuxième victoire. Et l'accord qu'il y avait entre la Présidente de la Commission et le Parlement européen, c'est du coup qu'il n'y aurait pas de mise en œuvre provisoire tant qu'il n'y aurait pas un éclairage. Je pense que les accords sont faits pour être tenus. Donc, je pense que la présidente de la Commission, elle va respecter ce qu'elle a dit au Parlement. Ce n'est plus quelque chose qui est dans la main des chefs d'État et de gouvernement ou des ministres.

Journaliste

Monsieur le Président, ça y est, la France a un budget. Il a été adopté au Parlement. D'abord, est-ce que vous vous en félicitez ? Et ensuite, est-ce que vous souhaitez que le Premier ministre poursuive ses missions jusqu'à la fin du quinquennat ?

Emmanuel MACRON

Bien sûr, je m'en félicite. Je pense que c'est le fruit d'un gros travail du Premier ministre, la ministre du Budget, ministre des Relations avec le Parlement, et puis l'ensemble des collègues qui ont défendu ce texte, et le fruit du compromis qui a été bâti pendant tous ces mois. Je pense que c'est une bonne chose pour le pays. D'abord parce que ça donne en effet un budget, ce qui va permettre d'ailleurs pour nos agriculteurs de déployer maintenant beaucoup d'aides, des fonds d'urgence et les politiques qui étaient prévues, entre autres, ce qui va nous permettre aussi d'avoir un budget pour nos armées, on est à quelques kilomètres de Luxeuil, on avait besoin aussi de continuer les investissements. Donc, c'est une bonne chose pour le pays.

Ensuite, moi, je pense aussi que c'est une bonne chose parce qu'il faut que les forces politiques qui sont présentes au Parlement apprennent à travailler ensemble différemment, et c'est ce qui s'est fait. Donc, bien sûr, je souhaite que le Premier ministre et son Gouvernement poursuivent. Il y a beaucoup de choses à faire pour le pays. On le voit, il y a des équilibres géopolitiques massifs, il y a d'énormes défis, et donc on a besoin d'avoir une France qui continue d'avancer.

Journaliste

Monsieur le Président, sur la situation en Iran. Est-ce que les soldats dans la région sont menacés ? L'Iran considère désormais les armées européennes, je cite, comme "terroristes". Et aujourd'hui, une agence de presse proche des gardiens de la Révolution a publié une photo sans contexte d'une base militaire qui abrite des soldats français.

Emmanuel MACRON

Écoutez, nous sommes évidemment très vigilants à cette situation. Nous avons des emprises militaires dans la région, vous le savez, qui sont multiples, avec nos soldats qui sont déployés, et je les remercie de cet engagement, et ils sont déployés pour la lutte contre le terrorisme, souvent dans le cadre de la coalition *Inherent Resolve*, et pour former aussi les armées de pays de la région qui sont nos partenaires, et être présents pour leur stabilité. Et donc, les armées françaises, partout où elles sont, évidemment, dans les situations les plus renforcées de sécurité. C'est ce que nous avons évalué avec plusieurs de nos alliés et partenaires dans les derniers jours. Et donc, nous avons pris toutes les dispositions évidemment, pour que nos soldats qui sont là-bas soient déployés dans les conditions optimales de sécurité.

Journaliste

Quel message envoyez-vous à l'Iran si cette base devait être ciblée ?

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas rentrer dans la politique fiction. Je pense qu'il faut beaucoup de sérieux. On a une situation dans la région qui est extrêmement déstabilisée. J'ai eu l'occasion, moi, ces derniers jours, de beaucoup échanger et travailler sur la situation en Syrie, là aussi, pour que le cessez-le-feu qui a été décidé soit respecté et que nos intérêts de sécurité soient aussi préservés. Il y a une tension qui existe.

Je pense que la responsabilité de l'Iran aujourd'hui, c'est, d'une part, de respecter son peuple face à la révolution qui s'est encore déroulée et à la répression terrible que nous avons vue. Et donc, c'est de respecter son peuple, c'est de libérer les prisonniers politiques. Ensuite, c'est de réengager les discussions qui sont attendues d'elle sur la question nucléaire, d'une part, sur la question balistique, d'autre part, et sur la stabilité régionale, enfin, puisqu'il y a encore beaucoup de milices qui déstabilisent l'Irak, la Syrie, le Liban, entre autres.

Journaliste

Et par rapport au régime ?

Emmanuel MACRON

Ça ne se décrète pas dans un micro tendu par le président de la République française. Je crois à la souveraineté des peuples. Et donc, c'est les peuples qui changent leur gouvernement.

Journaliste

Est-ce que vous soutenez les négociations USA-Iran ? Est-ce que vous en avez parlé avec le Président ?

Emmanuel MACRON

D'abord, aujourd'hui, je ne crois pas qu'il y ait une négociation à proprement parler qui ait repris, mais nous soutenons et nous avons toujours fait partie, en particulier avec nos partenaires britanniques et allemands, des négociations sur le nucléaire et les trois sujets que je viens d'évoquer. D'ailleurs, la France a poussé, je le rappelle, en 2018, quand les États-Unis d'Amérique ont décidé de sortir du traité de JCPOA qui réglementait les questions nucléaires, nous avons tout de suite poussé pour, au contraire, que ce traité ne soit pas démantelé, parce qu'il n'y avait pas de substitut, mais pour engager une discussion plus large qui permette d'inclure les questions balistiques et les questions de stabilité régionale.

Journaliste

Vous le disiez juste avant Noël, vous voulez reprendre le dialogue avec Vladimir Poutine. On est un mois et demi plus tard. Qu'est-ce qui vous empêche encore de le faire ? Est-ce que c'est pour bientôt ?

Emmanuel MACRON

Cela se prépare et donc il y a des discussions qui se font au niveau technique pour préparer cela. Ça se fait aussi en transparence et en concertation avec le président Zelensky et avec les principaux collègues européens. Mais je pense que d'abord nous, aujourd'hui, nous continuons de soutenir l'Ukraine qui est sous les bombes, dans le froid, avec des attaques contre les civils et contre l'énergie ukrainienne par les Russes, ce qui est intolérable, et ce qui ne manifeste pas une vraie volonté de négocier pour la paix. Donc on soutient l'Ukraine et sa population pour résister. Ensuite, on prépare les discussions le jour d'après avec le travail de la coalition des volontaires pour les garanties de sécurité. Dans ce cadre-là, il est important que les Européens, en effet, restaurent leurs propres canaux de discussion. C'est en train de se préparer d'un point de vue technique.

Journaliste

Ça pourrait se faire prochainement ?

Emmanuel MACRON

Je pense que ce serait utile, mais je ne pense pas aujourd'hui qu'il y ait disponibilité de la Russie à conclure une paix dans les prochains jours ou les prochaines semaines.

Journaliste

Votre réaction à la libération de Tom Felix ?

Emmanuel MACRON

C'est une formidable nouvelle. Je suis très heureux pour lui et pour ses parents. On s'est beaucoup mobilisés et merci de l'évoquer là. Je pense que c'est après des mois si difficiles, dans des conditions très dures, je me félicite, mais je me féliciterai complètement quand il aura retrouvé les siens. Nous avons à chaque fois discuté, évidemment, il y a une indépendance de la justice en Malaisie, mais j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'échanger sur ce sujet, parce que ces conditions de détention, la durée du procès était vraiment un poids. Mais je suis très heureux pour lui et sa famille. Merci beaucoup. Merci à tous.